

• (5.40 p.m.)

Je demande donc qu'on envisage le retrait de ce bill. Si le député de Saint-Boniface estime qu'il s'agit d'une mesure judiciaire et que la politique du gouvernement, qui consiste à augmenter continuellement les impôts, relancera l'économie, il est en désaccord avec le ministre des Finances, le ministre du Travail et les députés des premiers rangs. J'ignore où il siège car jamais il ne se lève.

Une autre chose dont j'aimerais parler relativement au débat du 14 octobre est la déclaration du ministre des Finances qui vient renforcer mon argument selon lequel il faut retirer ce bill étant donné qu'en fait, il s'agit du quatrième budget. Le ministre des Finances déclarait pour commencer:

Je désire annoncer certaines mesures destinées à répondre aux problèmes actuels de l'économie canadienne et à soutenir et à renforcer la croissance actuelle de la production et de l'emploi. En ce qui concerne la production, l'emploi et les prix, l'économie suit la voie que j'avais prévue lorsque j'ai présenté mon budget de juin, avant l'annonce des mesures économiques prises par les États-Unis en août dernier.

Qu'il soit bien entendu que nous convenons tous qu'à cause de la surtaxe américaine et des problèmes que posent nos échanges commerciaux, notre économie est en difficulté. Mais avant l'annonce de ces mesures et les décisions américaines, notre chômage s'élevait déjà à 6 ou 7 p. 100. Par contre, jusqu'à maintenant, nos exportations n'ont pas faibli mais sont demeurées stables. La surtaxe américaine n'a donc pas affecté notre économie. Rien ne permet au gouvernement de prétexter les conséquences qu'a eues pour notre commerce extérieur la surtaxe américaine. Notre chômage est resté presque au même niveau et nos exportations ont augmenté. Cet argument ne tient pas debout.

Monsieur le président, la politique anti-inflationniste du gouvernement a été erronée. Et le ministre du Travail l'a dit, on a utilisé un instrument brutal. Il était tellement brutal que ce fut un coup de massue qui a entraîné un chômage d'une proportion d'à peu près 7 p. 100. Le ministre a poursuivi:

L'explication est sans doute complexe.

Évidemment elle est complexe. Il a ajouté que parmi les chômeurs inscrits se trouvent des hommes et des femmes privés de leur emploi régulier, des adolescents et des gens âgés. Il a énuméré les catégories de gens en chômage. C'est exactement le message que le premier ministre a essayé de transmettre lors de sa conférence de presse: qu'un plus grand nombre de femmes quittaient un peu partout leur foyer, en quête d'emplois—que tout ce que le ministre des Finances avait prédit était exact, si ce n'est qu'on n'avait pas prévu qu'un plus grand nombre de travailleurs chercheraient des emplois. Il a dit que c'était là la seule erreur du gouvernement. Eh bien, cette erreur était assez grave. Toutefois, depuis mon entrée à la Chambre, les gouvernements ne cessent de répéter que l'effectif ouvrier s'accroît constamment. Le PNB se fonde sur la croissance de la population, sur celle des richesses, sur la croissance de l'économie. Si le gouvernement ne l'a pas saisi, il n'a rien saisi et il invoque des prétextes.

Troisièmement, le ministre a dit que le gouvernement allait recycler les gens. J'ai reçu aujourd'hui une intéressante lettre d'un étudiant à l'université qui doit au gouvernement, dans le cadre du régime des subventions, la somme de \$2,900 pour frais universitaires. Pourvu de deux diplômes, il est retourné à l'université parce qu'il ne peut obtenir d'emploi. Il a reçu une lettre d'une agence de

[M. Woolliams.]

perception, qui lui accorde 7 jours pour rembourser la somme de \$2,900. Je vais expédier cette lettre au secrétaire parlementaire, qu'elle intéressera certainement. J'ai téléphoné à la banque, qui m'a répondu que ce n'était pas son affaire. L'affaire est maintenant entre les mains de l'agence de perception, et elle devra se régler entre le ministre des Finances et la banque. A moins que cet étudiant ne paie dans un délai de 7 jours, ses épargnes, placées à la banque, seront saisies. Voilà le genre de programme que le gouvernement met en œuvre à l'heure actuelle. A quoi bon donner aux gens une spécialisation si aucun emploi ne les attend? Comme l'a dit le leader du nouveau parti démocratique au cours de ce débat, nous allons être la nation du monde la plus spécialisée et la plus inactives.

Le gouvernement doit relancer l'économie et, pour ce qui est de la réduction des impôts, de ce côté-ci de la Chambre, nous sommes d'accord avec le gouvernement. C'est vrai, il a injecté un milliard de dollars dans l'économie, mais ceci reste à analyser. En vérité, lorsque le mini budget a été présenté, on avait déjà \$750 millions et il a donc suffi d'y ajouter \$250 millions.

Un déficit d'un milliard de dollars peut avoir quelques effets secondaires bénéfiques. Lorsque le parti progressiste conservateur a formé le gouvernement et qu'il a dû faire face aux problèmes d'un déficit budgétaire, le parti libéral a déclaré «Il faut équilibrer le budget». J'entends à nouveau le député de Saint-Boniface parler de sa place. Le vent ne cesse pas de souffler!

J'aimerais soulever un autre point en rapport avec le déficit d'un milliard de dollars. Ce déficit pourrait influencer sur la valeur de nos devises, de sorte que notre dollar pourrait avoir une valeur moindre que celle du dollar américain. Si un tel cas se produit, nous serons en mesure de commercer avec les États-Unis et d'autres pays si la valeur de notre dollar est au-dessous du pair. Le mini budget est valable—il renferme de bons points, vraiment.

Des voix: Bravo!

M. Woolliams: Il a été présenté un peu tard, mais mieux vaut tard que jamais; par ailleurs le gouvernement présente à nouveau un bill sur l'impôt qui en détruira les bons effets. Nous en revenons là où nous en étions si nous adoptons ce bill ce soir. Ce sont les contribuables à revenu moyen qui devront payer plus d'impôts en vertu de ce nouveau bill. Si un million de personnes n'ont plus d'impôts à payer—je ne suis pas certain si c'est un million ou un demi-million—les impôts devront être prélevés de ces gens à revenu moyen, car les dépenses augmentent sans cesse. Je suis sûr que même le député de Saint-Boniface peut comprendre un tel raisonnement. On défait ce qu'on a essayé de faire la veille et pourtant tous, à quelques exceptions près, ont félicité le gouvernement des mesures qu'il a prises, après trois ans de stagnation économique.

Comme il me reste peu de temps, je devrai traiter des autres points plus tard, mais j'aimerais dire quelques mots de l'industrie pétrolière. Le député de Saint-Boniface parle toujours—il n'arrête jamais. On dirait un orateur jumeau, mais ce qu'il dit n'apparaît malheureusement pas dans le hansard.

M. Guay (Saint-Boniface): Allez, poursuivez votre lecture.